

Rapport de la commission chargée d'étudier le postulat de M. Bernhard Willi concernant l'entretien du domaine public

Nyon, le 2 mai 2011

Au Conseil communal de Nyon

Monsieur le Président,
Mesdames les Conseillères, Messieurs les Conseillers,

La commission chargée de l'étude du postulat de M. B. Willi s'est réunie le 10 mars 2011 (Présents : Mme N. Wuichet – MM. B. Willi, R. Carrard (président-rapporteur), J. P. Henet, R. Joly, A. Lambe. Excusé : M. P. Francfort). A cette séance ont pris part M. le Municipal C. Dupertuis et M. le Chef de service F. Menthonnex. La Commission les remercie pour les explications fournies à cette occasion.

* * * * *

Constatant, exemples à l'appui, que l'entretien des chaussées et trottoirs laisse à désirer et qu'il a été prévu au budget 2011 de réaliser des économies sur cet entretien, M. Willi a estimé nécessaire de déposer un postulat afin d'attirer l'attention sur les conséquences juridiques, techniques et financières qui pourraient découler de la volonté d'économiser sur cet objet. Il relève aussi que c'est faire peu de cas du confort des utilisateurs des chaussées et trottoirs. Le postulat ne porte pas sur des investissements à faire, mais sur la nécessité de mettre au budget un montant permettant d'assurer un entretien régulier et correct du réseau.

* * * * *

S'agissant des conséquences sur le plan juridique, M. Dupertuis a rassuré la commission, rappelant que la Commune a une assurance RC qui la met à l'abri d'un coup dur financier dans le cas très improbable où sa responsabilité pourrait être juridiquement établie en raison d'un défaut d'entretien. La Commune fait par ailleurs systématiquement opposition lorsque des régies ou des personnes essaient d'obtenir des indemnités en raison des désagréments causés par des travaux sur les routes et trottoirs.

Du point de vue des conséquences techniques et financières résultant d'une insuffisance d'entretien du réseau routier, MM. Dupertuis et Menthonnex ont abondé dans le sens du postulant. Ils partagent le constat technique de M. Willi, lorsque ce dernier fait état de la détérioration du pavage et du dallage de la Rue de la Gare. Un simple entretien qui n'est pas assuré aujourd'hui se traduira par des réparations bien plus coûteuses tôt ou tard.

Suite au budget lourdement déficitaire qu'elle a présenté pour 2010, la Municipalité a été priée par le Conseil communal de s'engager dans une démarche d'économies. Sans remettre en cause cette nécessité d'économiser, MM. Dupertuis et Menthonnex déplorent cependant que les économies recherchées aient porté également sur l'entretien du réseau routier (148'000.- au budget 2011, en diminution de 25'000.- par rapport au budget 2010). En effet, pour l'entretien courant de ce réseau, les représentants communaux estiment qu'une enveloppe de l'ordre de Frs 300'000.- serait nécessaire dans le budget ordinaire. Deux employés, non remplacés en cas d'absence, sont actuellement affectés à cette tâche, ce qui est insuffisant à leur avis.

* * * * *

Bien que l'objet du postulat ne porte pas sur les investissements à faire dans le domaine routier, la commission a été très intéressée par les explications données par M. Menthonnex sur l'état actuel du réseau routier communal. Un document a été remis aux commissaires montrant que :

- le 25% seulement du réseau actuel peut être considéré comme ne nécessitant aucune intervention dans les 15-20 ans à venir, hormis l'entretien ordinaire (traitement de fissures éventuelles).
- Le 50% des chaussées assurant le trafic automobile nécessite des travaux à programmer dans les 5-10 ans, travaux pouvant comprendre le remplacement de la bande de roulement.
- Quant aux 25% restants, il s'agit de chaussées présentant de fortes dégradations, avec beaucoup de fissures et/ou des affaissements localisés. Un entretien constructif doit être fait dans un laps de temps de 2 ans, sans quoi les frais de remise en état pourraient être très conséquents, pouvant aller jusqu'à la reconstruction totale de la route.

Suite à cette présentation, des commissaires ont fait remarquer que des budgets d'investissement pour le réseau routier ont été acceptés par le Conseil communal en 2008 (1'450'000 pour 2009) et en 2009 (1'520'000.- pour 2010). Pour 2011, il n'a rien été demandé. Or, la plupart des travaux pour lesquels des crédits ont déjà été accordés n'ont pas encore été effectués : au budget 2009, 600'000.- pour la Route des Tattes-d'Oie, au budget 2010, 750'000.- pour la Route de St-Cergue, 700'000.- pour la Route du Stand. L'explication donnée est qu'en effet, ces travaux n'ont pas été entrepris comme prévu, car on ne peut plus désormais faire de l'entretien constructif sur le réseau sans intégrer la mobilité douce et le développement des transports publics. Ce qui sera bientôt présenté au Conseil communal, ce sont des demandes de crédit sur les objets cités qui, tout en prenant en compte les crédits accordés, demanderont un supplément pour aménager ces artères selon le concept de mobilité adopté par la Commune.

* * * * *

Le postulat de M. Willi a mis le doigt sur le problème de l'entretien courant du réseau routier de notre ville, un problème qui n'est pas traité de manière satisfaisante selon le postulant, ce qui n'est pas contesté par le Municipal en charge et le Chef du service concerné. Pour la commission, il est souhaitable que ce postulat soit transmis à la Municipalité pour étude et rapport, ce qui permettra au Conseil communal de recevoir des explications appropriées sur la manière dont la Municipalité prévoit désormais d'assurer l'entretien régulier et correct des chaussées et trottoirs.

Au vu de ce qui précède, la Commission vous demande, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères, Messieurs les Conseillers, de prendre la décision suivante :

Le Conseil communal de Nyon

Vu le postulat de M. Bernhard Willi concernant l'entretien du domaine public

Ouï le rapport de la commission chargée de l'étude de cet objet,

Attendu que le dit objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour,

Décide : de transmettre le postulat de M. Willi à la Municipalité pour étude et rapport

La Commission : Nelly Wuichet, Raymond Carrard (président-rapporteur), Pascal Francfort, Jean-Paul Henet, Régis Joly, Anthony Lambe, Bernhard Willi.